Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2018)

Heft: 2207

Artikel: La démocratie toujours à conquérir : fragile parce qu'exigeante, elle mérite qu'on la cultive et qu'on la soigne

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023257

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La démocratie toujours à conquérir

Fragile parce qu'exigeante, elle mérite qu'on la cultive et qu'on la soigne

Yvette Jaggi - 29 mai 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/33249

En démocratie, le mode de désignation et de fonctionnement des pouvoirs établis se fonde sur le respect des lois et celui des minorités. Ce régime, plus ou moins strictement appliqué dans la moitié des pays du monde, alimente la chronique et la recherche, surtout dans les périodes où il semble particulièrement menacé.

Ainsi, depuis 2015, la *NZZ* ouvre régulièrement sa pleine page quotidienne *Opinion et débats* à des politologues et philosophes spécialistes de la question. Où l'on découvre que les grandes fondations philanthropiques américaines financent force chaires et recherches dédiées à la démocratie. Ce que confirme d'abondance la dernière livraison de *Foreign Affairs* qui pose crûment la question de la mort de la démocratie (*Is Democracy Dying?*). En une quinzaine de contributions, ce *Global Report* fait le tour du monde et des problèmes liés au fonctionnement imparfait de la démocratie, sans s'attarder sur le cas de la Suisse dont la longue pratique pourrait servir d'exemple d'une démocratie bien vivante.

D'ailleurs, la Suisse prend sa part de réflexions et d'études, comme il convient à un pays où le peuple est non seulement constituant mais peut aussi devenir lui-même législateur. Le NCCR Democracy(en anglais dans le texte allemand) domicilié à l'Université de Zurich dès 2001, vient d'achever sa troisième phase (2013-2017) et poursuit un important programme de publications. Les connaissances et les expériences de la démocratie à l'helvétique sont rassemblées et partagées depuis 2007 par le Zentrum für Demokratie Aarau. Rattaché à l'Institut de hautes études internationales et sur le développement de Genève, le Centre Albert Hirschman privilégie notamment les recherches interdisciplinaires sur les frontières floues de la démocratie libérale, sur les crises de la représentation et sur le rapport au capitalisme.

L'essor de l'autoritarisme

La multiplication des risques de dérives autoritaires et populistes, souvent unies dans une combinaison particulièrement dangereuse, explique l'intérêt que suscite à l'heure actuelle la démocratie comme méthode de gouvernement et mode d'expression de la volonté populaire. La préoccupation présente va bien au-delà de l'organisation des opérations de vote dont la régularité fait l'objet d'une surveillance par des experts internationaux, si nécessaire.

Car il s'agit de gouvernance et de mise en œuvre. Bien des élus résistent mal à la tentation de forcer le mode autoritaire et de se perpétuer d'une législature à l'autre, voire à vie. Tentation aussi de s'enrichir, par l'abus de pouvoir dans un contexte de corruption endémique. A l'opposition, discréditée auprès de l'opinion publique et progressivement réduite à l'impuissance, il reste le choix entre le silence ou l'exil. La mécanique est bien connue et son fonctionnement se développe jusqu'en Europe et à ses portes.

En Turquie notamment, le poids de l'histoire influe lourdement sur l'exercice des pouvoirs. Leur répartition effective rappelle fondamentalement celle qui prévalait sous l'Empire ottoman, avec d'abord les dominateurs, représentés par le sultan, son administration et son armée, et puis les autres, soit tout le reste de la population. Cette constance de la démocratie irréelle, démontrée par des études portant sur les années 1880 à 2005, explique aussi l'extrême fragilité du *«tigre du Bosphore»* dont on a tant vanté l'essor économique, en vérité tout aussi artificiel que le pouvoir prétendument démocratique.

La démocratie ainsi comprise, plus formelle que réelle, reprend les thèmes classiques

du discours populiste: souverainisme, priorité nationale, méfiance à l'égard de l'étranger – qu'il soit juge, travailleur ou migrant. Quitte à miser sur l'aide internationale pour sauvegarder la viabilité économique et monétaire du pays, comme l'escomptent certains adhérents – provisoires? – à la zone euro.

Les experts s'accordent à identifier les principales causes des divers affaissements de la démocratie: l'internationalisation puis la globalisation des marchés et l'amplification des mouvements migratoires. Ces passages à des échelles continentales puis planétaires inspirent, à l'intérieur des frontières nationales, des sentiments d'impuissance et de perte de souveraineté.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale et pendant les Trente Glorieuses, les partis que Ronald Inglehart appelle nationalistes ont presque disparu de l'échiquier électoral. Ils resurgissent dès le milieu des années 80. En 2015, les partis dits *«autoritaires»* réoccupent le terrain avec une moyenne de 12% des suffrages dans les 32 démocraties de référence. Avec des pointes à plus de 25% dans les pays où des formations autoritaires constituent désormais le premier ou le deuxième parti en importance, comme au Danemark, aux Pays-Bas ou en Suisse et, moins surprenant, en Pologne ou en Hongrie.

Incompatibles inégalités

Comprendre une telle évolution comme la résultante d'un changement d'échelle peut se discuter et paraître trop réducteur. En revanche, toutes les études et observations confirment que la gouvernance démocratique est incompatible avec un système comprenant ces fortes inégalités sociales dont les chiffres livrés par Thomas Piketty montrent la progression. Aux Etats-Unis, les dix personnes sur cent disposant des plus hauts revenus gagnent à elles seules la moitié de tous les revenus distribués, dont 90% de la population se partagent inéquitablement l'autre moitié. Les corrections sociales généralement apportées en Europe ne suffisent pas à éviter que le système démocratique ne soit miné par les inégalités croissantes, et ce dans tous les pays.

Si l'on croit que la démocratie est bien le meilleur des systèmes politiques, alors il convient de contribuer à sa viabilité en sachant qu'elle repose aussi sur des réalités non chiffrables, telles des idées, des convictions, des sensibilités. Selon l'historien allemand Egon Flaig, la cohésion sociale, si importante pour renforcer la fragile démocratie, implique un savoir et une morale de l'histoire (*Wissen und Gewissen*) transmis et partagés – autrement dit une culture à laquelle on tienne suffisamment pour vouloir la défendre quelles que soient les circonstances.
Quand l'éphémère et superficielle histoire (re)fabriquée (*fake history*) remplace la connaissance historique, alors s'annonce la disparition de la démocratie vivante.

A la redécouverte d'une néo-impressionniste bernoise

«Martha Stettler. Une impressionniste entre Berne et Paris», Berne, Musée des beaux-arts, jusqu'au 29 juillet 2018

Pierre Jeanneret - 31 mai 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/33252

Qui connaît encore aujourd'hui le nom de Martha Stettler (1870-1945)? Le Musée des beaux-arts de Berne a eu l'excellente idée de nous proposer une rétrospective de son œuvre picturale, la première de cette envergure depuis trente-cinq ans. Et,